

Nous ?

Briser le cycle

André Ricard

Volume 53, numéro 4 (296), juin 2012

Nous ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/66852ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Ricard, A. (2012). Briser le cycle. *Liberté*, 53(4), 17–23.

BRISER LE CYCLE

Gens d'inspirante mobilité, les créateurs du *Moulin à paroles* se tournent cette fois vers l'avenir : ils invitent à la parole ceux qui voudront nourrir l'effort de penser ce NOUS, traditionnel indécis face à son avenir. Ils appellent à secouer la torpeur et à donner l'impulsion à une nouvelle étape de maturité démocratique. Ils sollicitent la vision de ceux qui, dans le creux actuel, perçoivent la vague qui se reforme et qui de nouveau, comme à chaque génération depuis la Conquête, se soulève et s'apprête à recouvrir l'espace mental laissé à découvert par le retrait de la vague précédente. Une attente en effet qui demande d'être habitée. Un élan qui cherche sa nouvelle définition, un bond décisif que nous sommes nombreux à voir se dessiner.

Je vis pourtant dans l'anxiété l'attente, convaincu qu'on ne peut sans grand risque la prolonger. Ce qui s'observe ici rappelle l'extinction des communautés francophones nées du Québec et de l'Acadie en Nouvelle-Angleterre. Pourvues des institutions servant à assurer leur permanence, elles ont d'elles-mêmes à la fin réclamé que l'enseignement dans la langue de la majorité remplace celui qui nourrissait leur particularité. Cela s'appelle le pragmatisme. L'homogénéisation rend tout plus fonctionnel. Mais la commodité était-elle la vraie raison ? Pas que je croie. Nous avons été à même d'observer ailleurs comment progresse le recouvrement par la culture majoritaire des îlots de francophonie. Le moment arrive où le sentiment de perdre

le sens de la réalité fait que le passage à la culture qui a prise sur le monde, d'abord inconscient, devient désiré, voulu.

Il est manifeste que ce sentiment nous habite. L'attraction, si elle est sensible de par le monde, comment ne s'exercerait-elle pas à même le territoire où elle prévaut presque exclusivement? Ce territoire où nous avons bâti une société qui résiste à l'indifférenciation entre autres parce qu'elle conçoit différemment les rapports humains. Parce qu'elle lit autrement le réel, décrypté à l'aide d'une autre langue, d'une autre expérience du temps, d'un autre cheminement vers la maturité. Cette frontière, appelons-la spirituelle, est la seule qui nous distingue de l'hégémonie états-unienne, laquelle englobe évidemment le Canada, continuité géographique dont le peuplement, la langue, la mentalité — tous les marqueurs identitaires, sauf les lois — sont les mêmes. Nous appartenons aussi à ce territoire et, au long des siècles, avons contribué à définir son visage. De l'avoir sillonné dans l'amitié des premiers habitants, d'y avoir implanté des bourgs, des villages, des postes de l'Arctique au Mississippi nous a aussi inscrits dans cette géographie, semée de toponymes français. Notre façon d'appartenir à ce territoire n'y est pas moins ancrée que celle de nos voisins du Sud. Nous partageons d'ailleurs avec eux, implantés sur ce sol à la même époque que nous, de multiples traits communs. La culture matérielle qu'ils ont modélisée au xx^e siècle est largement devenue la nôtre. Notre appartenance, cependant, qui s'est construite hors de l'appropriation brutale des ressources et sans menées génocidaires, recherchant depuis les débuts la mixité de sang, prétend garder un autre sens de ce qui est humain. Elle accueille encore, en cet âge de fer, l'idée civilisatrice de l'attribution au pouvoir électif d'un devoir d'assistance envers tous les citoyens.

La conscience que nous avons de notre domaine identitaire oscille cependant. Nous avons pu en avoir une perception négative, comme cela ne manque pas d'arriver aux peuples dépossédés d'eux-mêmes. Mais elle est parfois saisie de son propre génie, comme dans les années 1830, irriguées par la sève démocrate et patriote, années au cours desquelles les naufragés de la Conquête, prenant conscience de leur nombre dans la portion du territoire qui leur est laissée, conçoivent la nécessité d'institutions délibérantes responsables devant le peuple. Une impulsion libératrice, qui a requis l'intelligence innovante et la résolution de nos prédécesseurs, et pour l'actualisation de laquelle plusieurs ont voulu donner leur vie. Retombés dans la survivance, la moiteur coloniale, il nous a fallu un siècle pour voir

à nouveau s'éveiller la clairvoyance et l'audace nécessaires à la réappropriation de notre devenir et susciter l'affirmation « Maîtres chez nous », moteur de la poussée irréversible vers l'émancipation, virtuellement atteinte en 1995. Notre conscience de nous-mêmes, dans ces moments-là, est constructive, elle peut dialoguer sans complexe avec celle des voisins, avec le monde.

Nous vivons présentement dans la repentance d'avoir bravé le sort, d'avoir défié l'ordre établi. Les mouvements d'affirmation, contrariés, sont cause de régression. L'amertume de ce qui est compris comme un échec oxyde jusqu'à l'estime que nous nous portons. Nous voudrions reproduire sur nos traits, dans nos façons, l'assurance triomphaliste de ceux qui ont dompté notre soubresaut, de ceux qui appartiennent à l'œcuménisme anglo-saxon auquel le sort nous a liés. Bientôt, nous retombons dans la passivité, démonstration faite par les tribunaux que plus rien de ce qui concerne nos visées existentielles, au fond, ne relève de nous. L'inquiétude généralisée quant au recul du français trouvera écho, du côté de l'autorité autoproclamée, dans l'ingénieuse invention de l'école-passerelle, laquelle froisse avec arrogance une loi capitale de notre provincial système de gouvernement et donne la mesure de la sûreté railleuse du maître. Une provocation qui nous a trouvés bien raplatés. Telle est notre humeur pour l'instant. La fatigue culturelle nous accable. On se croit reportés cinquante ans en arrière à lire dans les journaux l'adjuration insistante de faire nos achats en français. Jusqu'où mène de ne pas s'appartenir ! Chez nous, l'autorité subalterne, l'exécutante de l'*Indirect Rule*, reçoit les consignes et les met en œuvre avec zèle. Cette conformité aux attentes du maître a pu donner les fantasmagories du 400^e anniversaire de Québec.

De ce non-événement, détourné à la source par le bon plaisir de qui dispose du Trésor public, on a voulu faire un acte de re-fondation. Plutôt que d'allumer la mémoire et de la faire vibrer dans le présent, la ville aurait mieux fait de se redécouvrir, non plus en capitale nationale et berceau de la francité d'Amérique, mais en Las Vegas des neiges. Je parle depuis l'épicentre de la fatigue culturelle, depuis l'effigie même de l'enlissement. Depuis Québec, la ville-écran, la capitale de l'oubli. La ville qui a vidé de tout contenu l'événement de grande portée, potentiellement, du rappel de sa fondation. L'assentiment enthousiaste qu'a obtenu cette célébration à vide, la vocation de ville-écran qui se confirme depuis ont même réussi à sceller son unité. Divisée depuis les origines en ville haute et en ville

basse, désormais réconciliée avec elle-même et avec sa banlieue grâce aux fusions, Québec n'en a plus que pour le divertissement de masse dont elle reçoit l'œcuménique projection. Du Crashed Ice à Madonna, nous sommes tout entiers à la fête, nous appartenons, politiquement, aux importateurs des musts de la culture pop.

Contre le désespoir absolument, je m'inquiète de la durabilité et de l'extension de ce que j'espère encore n'être qu'une anesthésie pour traitement d'un mal dont on se relèvera. D'avoir refusé de nous responsabiliser nous a laissés sur la touche, en marge de l'histoire, en spectateurs, en badauds. Infantilisés. Les cartes même de l'économie, dont nous faisons la mesure de toutes choses, se brassent à l'avantage d'autres que nous et laissent tarir les sources d'emploi sans nous émouvoir. Le passe-temps nous distrait de la misère de n'être que spectateurs. Le divertissement nous est nécessaire, et demande périodiquement de descendre dans la rue pour l'exiger.

Je parle depuis Québec, la capitale postnationale. L'espace de civilité où j'ai grandi. Méconnaissable dans le rôle tapageur et suffisant qui prétend parler en son nom, qui parvient à ordonner la mobilisation en faveur d'un individualisme sauvage, malfaisant. La belle épivardée que j'habite, manipulable, manipulatrice, accessible à toute dérive est absente, béate, au devenir de ses enfants. Dans une capitale délivrée du souci de se penser autrement qu'en plateforme du loisir industrialisé, nous voilà pareillement dépris de l'ambition de participer à l'effort de nous réaliser comme groupe, projet obsoleète au jugement des internationalistes que nous sommes. Car nous campons ailleurs, fièrement. Non pas dans le souci universel de l'environnement, de la misère endémique dans le monde, de l'enfance indigente chez nous, mais ailleurs, au revers justement de ces pré-occupations, ailleurs dans le confort et l'indifférence, dans la gloire sportive et la lumière des variétés.

Bien sûr, pour savoir se faire entendre et intimider, l'individualisme d'attaque, à l'expression massifiée, tonitruante, ne parvient cependant ni à cacher ses propres contradictions ni à étouffer de son battage la voix d'une autre expérience. Cette voix, plus discrètement présente dans l'espace public, montre en cours d'élections d'inattendus déplacements; et les sondages d'opinion ne vont pas non plus sans mettre au jour des positions en conflit avec les mots d'ordre issus du credo mercenaire. D'où reconnaître, encore une fois,

que la raison des choix, plus souvent affective, échappe tant à la logique argumentative qu'au simplisme.

Passée la déprime de 1980, le grave pari de la liberté, engageant le cœur et l'esprit, devait impérieusement réussir lors de la relance de 1995. L'insuccès, trop tôt admis, assorti des assauts consécutifs du vainqueur sur la présomption démocratique, entraîna une fâcherie tournée, pour finir, contre le véhicule idéologique porteur du projet. Et, pour une partie de la population électorale, la rancune a conduit non seulement à une désaffection à l'égard des porte-parole, mais à une saturation du discours, voire à un détournement, un reniement de l'identité. Après tout, n'était-ce pas elle qui était en jeu ? L'appareil qui l'avait mise à risque dans un moment encore favorable avait joué ses dernières cartes. Condamné, l'inopérant.

Cet appareil, s'emparant du « Maîtres chez nous » des prédécesseurs, avait pourtant révolutionné la société prolétaire de 1960 pour la mettre, dans sa langue, sur la voie de l'ambition. Il avait, par l'accès généralisé à l'éducation, favorisé la réussite personnelle. Il avait été ce véhicule de progrès accéléré pour une population de locataires. Le moi autosuffisant de la libre compétition, devenu proprio, disposant de loisirs, le moi de la croissance personnelle, délié de l'appartenance au groupe — le moi lyrique — est devenu sa propre centralité. Il aime se dire citoyen du monde sans qu'on sache trop ce que la chose implique sinon d'atterrir dans n'importe quelle culture, et sans complexe, puisqu'il le fait dans la langue de la gouvernance mondiale. Le colonisé prenant rang chez le colonisateur. La fin du cycle.

La question nationale, cependant, continue de se poser. Elle est primordiale. Question d'être, elle n'attend pas le retour du balancier. Elle demeure lancinante indépendamment des cotes de crédit, de l'alternance électorale des partis. Elle gît au cœur de toute réflexion. L'effet de mode ni aucun objectif générationnel ne peut se substituer à la pressante nécessité de secouer une tutelle incapacitante, ne peut suppléer à l'impératif d'exprimer en actes les traits fondamentaux de notre être et les choix qui en découlent. À deux reprises, nous avons voulu croire les garanties offertes pour renoncer à l'effort d'y parvenir, croire aux promesses de trouver dans le cadre fédératif l'espace nécessaire à notre expression. S'il en fallait beaucoup pour nous détromper quant à la bonne foi de l'adversaire, nous ne sommes pas demeurés en reste ! Nous voilà bien assurés aussi que, si on tient de ce côté-là à nous retenir, ce n'est pas dans la persistance du statu

quo, comme certains aiment à le croire, mais dans l'attente historiquement espérante de notre finale acculturation.

Celui qui est dépourvu de mémoire n'a-t-il pour avenir que de disparaître? Ne conçoit-il sa personnelle sauvegarde que dans la fusion avec qui l'oblige au recul? Il est vrai que cette tentative, canadienne aussi bien, de nous dissoudre dans l'englobante Amérique états-unienne, de céder à l'unification culturelle, il est vrai que cette attirance est active en chacun de nous. Comment le colonisé, sciemment éloigné d'agir quand les pouvoirs s'exercent par-dessus sa tête et au détriment de ses valeurs, comment le NOUS de cette manifestation, peuple absent du dialogue entre les peuples, ne souhaiterait-il pas quitter l'enclos sans horizon d'où ses efforts d'évasion ont été, dans les décennies précédentes, deux fois déjoués? La décision soudaine d'immerger en anglais les enfants de sixième année, surprenante d'une administration qui se garde d'intervenir en faveur de la langue d'usage, reçoit l'approbation dans la mesure où elle semble promettre l'abatement de l'enclos. Une réaction défaitiste, et de dépit plus encore. Un acquiescement à la pressante intégration continentale, à l'indifférenciation civilisationnelle partout en marche, et à laquelle, pourtant, la presqu'île Québec, avec ses ressources, avec une conscience adulte d'elle-même, a quelque chance de se soustraire pour peu qu'elle décide de ramener en son pouvoir ce qui la détermine profondément et de rebâtir sa solidarité. Jusque-là, une part d'elle-même, invoquant l'illusoire autorité des marchés, se dira prête, oubliant tout ce qu'elle lui doit, à brader la raison commune contre un pseudo-réalisme, sans égard à la quête de dignité que la promotion collective a poursuivie.

Chacun le sait, la régression, dans le processus évolutif, n'est qu'un repli épisodique. Il prépare et annonce une avancée proportionnelle. Un jour, la belle d'où je parle se réveillera de son rêve-écran, elle conviendra qu'elle existe d'abord par le principe de cohésion citoyenne. Elle se rappellera qu'elle loge les institutions qui l'ont faite; que c'est l'audace collective et l'intelligence politique qui lui ont valu une prospérité dont elle use de façon ostentatoire et déraisonnable, en parvenue. Elle voudra voir — et pas trop tard, espérons-le — que son destin s'accomplisse aussi hors de ses murs.

On le sait, le référendum n'est pas l'unique manière de mettre fin à la sujétion. Nous en connaissons d'autres qu'il convient d'apprécier en contexte. Il est frappant par exemple de noter qu'à l'encontre du discours de désaffection la société applaudit à toute consolidation

de l'être collectif. En ce sens, des mesures de renforcement, comme celle d'instituer une citoyenneté, recevraient un accueil favorable. Mais toute mesure positive accroît le risque, en aménageant notre enfermement, de le prolonger. À plus brève échéance, du reste, de semblables mesures sont vouées à se heurter au pouvoir de désaveu des instances qui ont barre sur nous. Un démenti juridique fréquemment opposé à ceux qui prétendent que la francité québécoise peut s'épanouir dans le régime actuel comme elle l'a fait dans la décennie de la Révolution tranquille.

Bien sûr, il existe chez nos voisins une population éclairée. C'est celle à laquelle le précédent chef du Bloc s'adressait avec tact afin d'y susciter quelque sympathie pour une juste cause. Mais la guerre d'Irak a pu nous faire voir que la pondération de jugement, chez les nations qui montent au créneau, ne prévient aucunement le déni de justice, ni même de vérité. Dans la crainte d'un retour déloyal contre l'émancipation en marche, il est plus pressé de nous assurer de l'appui du seul pays où la diplomatie canadienne et la presse qui lui sert de haut-parleur se voient contrebalancées par un préjugé en notre faveur. Pour le reste, on peut se demander pourquoi le Québec ne recherche pas plus activement à tisser des liens avec l'autre Amérique, celle du postcolonialisme et des solidarités émergentes, celle qui contraint au recul la détermination prédatrice, sur leur chasse gardée, des corporations transnationales. Nous ne sommes pas seuls en effet. Nous menons un combat de réappropriation démocratique comme le font les diverses nations d'Amérique latine ; nous posons les bornes, comme peuple, d'un vouloir-vivre conséquent avec la raison d'être de ce NOUS qui nous rassemble.